



HAL
open science

Arab Cultural Foundations and the Metamorphoses of pan-Arabism

Franck Mermier

► **To cite this version:**

Franck Mermier. Arab Cultural Foundations and the Metamorphoses of pan-Arabism. *Arabian Humanities*, 2016, Transnationaliser la péninsule Arabique, 7, 10.4000/cy.3146 . halshs-01846330

HAL Id: halshs-01846330

<https://shs.hal.science/halshs-01846330>

Submitted on 21 Jul 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Arabian Humanities

Revue internationale d'archéologie et de sciences sociales sur la péninsule Arabique/International Journal of Archaeology and Social Sciences in the Arabian Peninsula

7 | 2016

Transnationaliser la péninsule Arabique

Les fondations culturelles arabes et les métamorphoses du panarabisme

Arab Cultural Foundations and the Metamorphoses of pan-Arabism

Franck Mermier



Édition électronique

URL : <http://cy.revues.org/3146>
DOI : 10.4000/cy.3146
ISSN : 2308-6122

Éditeur
CEFAS

Ce document vous est offert par Centre national de la recherche scientifique (CNRS)



Référence électronique

Franck Mermier, « Les fondations culturelles arabes et les métamorphoses du panarabisme », *Arabian Humanities* [En ligne], 7 | 2016, mis en ligne le 05 décembre 2016, consulté le 24 mars 2017. URL : <http://cy.revues.org/3146> ; DOI : 10.4000/cy.3146

Ce document a été généré automatiquement le 24 mars 2017.



Ce document est mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Partage dans les Mêmes Conditions 4.0 International.

Les fondations culturelles arabes et les métamorphoses du panarabisme

Arab Cultural Foundations and the Metamorphoses of pan-Arabism

Franck Mermier

NOTE DE L'AUTEUR

Une version différente de ce texte est parue en 2016 dans l'ouvrage coordonné par Leïla Vignal, *The Transnational Middle East: People, Places, Borders*. Le financement des missions de recherche sur le terrain a été notamment permis par l'Agence nationale de la recherche (France) dans le cadre de l'ANR SYSREMO dirigée par Leïla Vignal.

- 1 En 1999, un ouvrage du journaliste libanais Hazem Saghié paraissait avec ce titre explicite : *Adieu à l'arabisme*. Il y annonçait la mort du panarabisme politique qui aurait selon lui « rendu son dernier souffle avec l'invasion du Koweït par Saddam Hussein »¹. L'auteur établit un lien entre, d'une part, l'arabisme et sa négation idéologique de l'État national et, d'autre part, l'hypertrophie du pouvoir au sein de ce dernier au détriment des fonctions civiles (judiciaire, éducatif, médical, etc.). En outre, la surenchère en matière de panarabisme a poussé les régimes traditionnels, de faible constitution idéologique, à s'en emparer afin de renforcer leur pouvoir². L'auteur relève aussi une tendance forte des États à privilégier la culture et les médias nationaux plutôt qu'une production culturelle panarabe. C'est notamment le cas dans les domaines de la littérature, de la presse, ou de la musique, domaine dans lequel domine par exemple la chanson en arabe dialectal — c'est-à-dire associé à une identité locale. Cette évolution tranche avec les années 1960 et la première moitié des années 1970 qui étaient marquées par la domination idéologique du nationalisme arabe.
- 2 Hazem Saghié souligne par ailleurs la perte de la centralité culturelle de l'Égypte à tous les niveaux, musique, cinéma, littérature. De fait, Le Caire était, jusqu'aux années 1980, la capitale culturelle du monde arabe. Le dialecte égyptien a même pu être qualifié de

« fushā (l'arabe classique) des dialectes arabes » en raison de sa diffusion, dans la région arabe, à travers les chansons et les films³. La suprématie culturelle de l'Égypte fut renforcée par sa prééminence politique comme chantre de l'arabisme à l'époque de Nasser. Après l'émergence, dans les années 1970, d'une « culture arabe homogène » et d'une « intelligentsia panarabe »⁴, le champ culturel arabe s'est renforcé, dans les années 1990, en même temps que s'affirmaient les scènes culturelles nationales, notamment grâce à la diffusion des nouvelles technologies de l'information et de la communication⁵.

3 Dans les années 1970–1980, les centres de recherche et fondations culturelles à dimension panarabe incarnaient la force de la légitimation idéologique du nationalisme arabe. Ils reflétaient aussi les rivalités interarabes et les concurrences entre les centralités du monde arabe sous couvert de promotion d'un travail de réflexion et de recherche à l'échelle régionale. Dans les années 1960–1970, le rôle prééminent du Koweït dans le domaine culturel au sein de la péninsule Arabique se traduisait notamment par la création, en 1975, de la première foire du livre dans cette région. Une activité éditoriale intense, destinée au marché panarabe, correspondait à une diplomatie culturelle koweïtienne axée sur le livre, et ouverte à la culture mondiale par le biais des traductions. Il s'agissait aussi symboliquement de changer l'image du Koweït à l'extérieur, ce que résumait bien ce slogan : « On n'exporte pas que du pétrole, on exporte aussi de la culture ». La localisation au Liban en 1975 du Centre d'études de l'unité arabe signifiait aussi la fin de la prédominance du Caire comme centre culturel et politique panarabe⁶. La même année, une branche du Centre de développement arabe de Libye était créée à Beyrouth. Elle fut placée sous la direction du philosophe syrien Muta' Safadī⁷. En désaccord avec la direction libyenne, il fondait à Beyrouth, en 1979, le Centre du développement national (Markaz al-inmā' al-qawmī), à l'orientation nationaliste arabe affirmée, tout en étant l'éditeur de la revue *La pensée arabe contemporaine* (*Al-fikr al-'arabi al-mu'āšir*). Le prince Ḥasan B. Ṭalāl fondait, lui, à Amman en 1981, le Forum de la pensée arabe (Muntadā al-fikr al-'arabi) à la suite du onzième sommet des chefs d'États arabes, afin de doter la capitale jordanienne d'une institution panarabe, présentée comme non-gouvernementale.

4 Depuis les années 2000, de nombreuses associations et fondations culturelles, souvent liées à la promotion des activités artistiques, ont été créées. La plupart possèdent un ancrage national même si leur action et leurs réseaux ont une dimension régionale et transnationale. C'est par exemple le cas de Ashkal alwan (Ashkāl alwān) au Liban, de la Qattan (al-Qaṭṭān) Foundation en Palestine ou de la fondation Kamel Lazaar en Tunisie, qui favorisent le développement de nouvelles formes artistiques et la circulation des artistes. D'autres fondations se sont donné d'emblée une perspective régionale en s'attachant à la promotion de « la culture ou de la pensée arabes », expressions consacrées qui se retrouvent aussi dans leurs noms et qui postulent le partage d'une culture commune dépassant les différenciations nationales. L'histoire de ces fondations les plus emblématiques témoigne ainsi des transformations du panarabisme. Celles-ci sont à mettre en relation avec l'évolution des politiques culturelles au sein de l'espace arabe ainsi qu'avec l'émergence de nouveaux entrepreneurs culturels⁸. Ces fondations et centres de recherche constituent des nœuds de réseaux politiques et culturels où se croisent des intellectuels et des médiateurs culturels provenant de différents pays arabes et qui créent un espace régional de communication. Le capital financier et le degré de libéralisme économique et politique sont les facteurs indissociables de l'émergence de ces nouvelles centralités. Leur affirmation est aussi fonction de l'ancrage de milieux

socioculturels aux rôles professionnels fortement différenciés, ce qui a caractérisé Le Caire et Beyrouth depuis le XIX^e siècle. Les figures sociales de l'imprimeur et de l'éditeur sont ainsi concomitantes de celles du journaliste et de l'intellectuel et toutes expriment et reflètent le nouvel ordre social et urbain qui émergea alors.

- 5 L'existence de 'zones franches relatives' de la production culturelle, fonctionnant aussi comme des 'zones franches morales' avec leurs espaces ludiques transgressifs⁹, permet de contourner les frontières et les contraintes nationales de la censure, notamment en termes de production éditoriale. Le marché régional, particulièrement le système éditorial arabe, est ainsi structuré en permanence par le contraste et le poids mouvants des censures nationales, ce qui autorise un jeu d'évitement ou de contournement par le biais de 'zones franches culturelles' dont la portée et l'amplitude sont variables¹⁰. Aujourd'hui Beyrouth surpasse la capitale égyptienne dans le rôle régional de zone franche culturelle en raison de la vigueur de son milieu éditorial tourné vers les demandes du marché arabe. L'intervention très limitée de l'État libanais dans le domaine culturel, qui contraste avec le reste des États arabes, conjugué au libéralisme de son régime politique, a ainsi permis l'émergence à Beyrouth d'un espace public panarabe par procuration qui a attiré les intellectuels, les créateurs et les éditeurs arabes recherchant à la fois un accès au marché régional et des conditions de production échappant aux contraintes de leurs censures nationales¹¹. Dans la péninsule Arabique, Bahreïn constitue une zone franche relative pour l'Arabie saoudite. Les nombreux Saoudiens qui franchissent le pont reliant les deux pays les fins de semaine sont attirés par une consommation ludique mais aussi culturelle, les librairies de Manama exposant ostensiblement les ouvrages interdits en Arabie saoudite. Les fondations et associations culturelles représentent donc des sites d'observation privilégiés de la circulation des intellectuels et des idées dans la région arabe et en reflètent les centralités changeantes : Le Caire, Beyrouth et, aujourd'hui, les villes du Golfe.

Le Centre d'études de l'unité arabe ou le déclin de l'arabisme

- 6 En 1975, la création du Centre d'études de l'unité arabe était présentée comme une réponse au constat que l'idée de l'unité arabe ne suscitait plus d'attraction parmi les peuples arabes, surtout après la défaite de 1967. Pour relancer la cause de l'unité arabe, trente-deux intellectuels, réunis à Beyrouth, signèrent un texte fondateur qui réaffirmait, face au défi de l'impérialisme et du sionisme et au développement des capacités technologiques et industrielles des pays développés, la nécessité de former une unité arabe, culturelle, économique, militaire et politique, pour apporter une réponse radicale aux problèmes suscités par la fragmentation et le sous-développement. Cette unité arabe devait cependant faire l'objet d'un effort de la pensée pour être précisée et diffusée au sein des populations arabes et parmi les cercles intellectuels. La création du Centre d'études de l'unité arabe répondait à cet objectif puisqu'il avait pour mission d'étudier toutes les questions liées à l'unité arabe dans leurs dimensions psychologique, culturelle, sociale, économique et politique. L'accent était porté sur la nécessité d'une approche scientifique, pratique et non utopique, pour éviter que l'idée de l'unité arabe ne retombe dans les échecs et les distorsions antérieurs. Il était aussi précisé que le centre ne devait pas intervenir pas dans le champ politique, rester indépendant des partis et des régimes,

et n'accepter des aides financières des individus, des institutions et des gouvernements qu'à condition qu'aucune pression ne soit exercée¹².

- 7 En 1975, les signataires comprenaient quatre Palestiniens, deux Émiriens (le ministre des Affaires étrangères des Émirats arabes unis et le ministre du Pétrole d'Abu Dhabi), deux Égyptiens (un universitaire et le directeur de la rédaction de la revue *al-'Arabī* du Koweït), trois Koweïtiens dont deux personnalités gouvernementales, six intellectuels libanais (dont Suhayl Idrīs et Bashīr al-Da'ūq), deux intellectuels syriens, deux Algériens (dont le diplomate Lakhdar Brahimi), un Yéménite, deux diplomates libyens, un Bahreïnien (ministre de la Santé), un Saoudien (expert pétrolier), deux Jordaniens (le président du syndicat des avocats jordaniens et un fonctionnaire du Fonds arabe du Développement économique et social basé au Koweït), un intellectuel soudanais, trois Irakiens, dont Khayr al-Dīn Ḥasīb alors fonctionnaire aux Nations unies, et Sa'dūn Ḥammadī, ministre des Affaires étrangères de 1974 à 1983 puis président du parlement irakien de 1983 à 1990 et de 1996 à 2003¹³.
- 8 Une lecture même superficielle de cette liste révèle la part importante prise dans sa composition par les personnalités occupant des postes officiels au sein de gouvernements de plusieurs pays arabes, dont certains avec rang de ministre. Par contraste, les « représentants » de l'Égypte, du Liban, de la Syrie, de la Jordanie, de la Palestine, de l'Arabie saoudite, du Soudan et du Yémen n'occupaient pas de fonctions politiques. Si l'on compare avec la composition de son conseil d'administration en 2015, formé de 41 membres, on s'aperçoit que, mis à part le Yéménite 'Abd al-Karīm al-Iryānī qui occupa des fonctions politiques importantes sous le régime de 'Alī 'Abd Allāh Ṣaliḥ, on ne retrouve plus de personnalités politiques d'importance, ce qui indique un affaiblissement certain de son rôle au niveau régional.
- 9 Le Centre d'études de l'unité arabe traîna longtemps une réputation de dépendance au régime irakien, curieusement associée à une inféodation idéologique au nassérisme incarnée par son directeur, Khayr al-Dīn Ḥasīb¹⁴. Selon le témoignage de ce dernier, le budget du centre n'a cessé d'être en déficit depuis sa création et le versement des premières contributions des Émirats arabes unis, du Koweït, de la Libye, du Bahreïn et du Qatar¹⁵. Le nombre d'employés n'a lui aussi cessé de baisser, passant de 45 à 25 en 2007. Le centre a créé de nombreuses fondations et associations culturelles pour diversifier ses sources de financement. L'Organisation arabe de la traduction fut ainsi fondée en 2000, grâce au don d'un million de dollars de l'homme d'affaires irakien Naẓmī A'ujī. Dirigée par le sociologue tunisien Ṭahar Labīb de 2000 à 2011, l'Organisation arabe de la traduction est devenue une référence en matière de traduction scientifique, notamment dans le domaine des sciences sociales et humaines¹⁶. En quinze ans, elle a publié plus de 260 ouvrages, traduits des principales langues européennes par des universitaires de différents pays arabes, avant d'assister à une réduction drastique de son personnel et de ses activités en 2011. Par ailleurs, ont été créées, sous l'égide du centre, la Fondation Gamal Abd al-Nasser (Waḳfiyat 'Abd al-Nāṣir), la Fondation culturelle arabe (al-Mu'asasa al-thaqafiyya al-'arabiyya), dont le siège est à Londres, l'Association arabe des droits de l'homme, l'Association arabe des sciences politiques, l'Association arabe des études économiques, l'Association arabe de la sociologie et l'Association arabe pour la lutte contre la corruption. Avec une activité éditoriale intense (plus de 800 ouvrages publiés jusqu'en 2015 et l'édition de plusieurs revues), relayée par une politique de diffusion se traduisant par une présence régulière dans les foires du livre du monde arabe, et

l'organisation de nombreux colloques, le centre a marqué les paysages académique et politique arabe¹⁷.

- 10 Selon Khayr al-Dīn Ḥasīb, le Centre d'études de l'unité arabe s'est consacré à préciser le contenu de l'unité arabe et à définir un projet de « renaissance arabe » reposant sur six éléments : l'unité, la démocratie, la justice sociale, le développement indépendant, l'indépendance, le renouvellement civilisationnel (*al-tajaddud al-ḥaḍarī*)¹⁸. L'adoption du principe démocratique est allée de pair avec l'abandon de la croyance dans le caractère inéluctable de l'unité arabe. La reconnaissance des différences nationales entre pays arabes a émergé peu à peu et a fait renoncer à la stratégie de l'unité par fusion ou absorption au profit d'une unité de type fédéraliste, et s'accomplissant par paliers. En 1983, aucun pays arabe n'avait voulu accueillir le colloque sur « La crise de la démocratie dans la patrie arabe » organisé par le centre. Par conséquent, il a dû se tenir à Limassol à Chypre. Dans les années 1980, la montée des islamismes politiques suscita des tentatives de dialogue avec certains de leurs courants qui se traduisirent par la tenue de grandes conférences — au Caire en 1989, à Alexandrie en 2007 — et la publication d'ouvrages¹⁹. En 1994, le premier congrès nationaliste-islamique s'est tenu à Beyrouth avec la participation de Khayr al-Dīn Ḥasīb, représentant du courant nationaliste comme pour sa neuvième édition en 2015²⁰.
- 11 Le Centre d'études de l'unité arabe a su aussi, avec plus ou moins de succès et de constance selon les périodes, attirer à lui de nombreux intellectuels. Le Libanais Ghassan Salamé en fut le directeur des études entre 1979 et 1983. L'intellectuel et homme politique palestinien 'Azmī Bishāra occupa, après son départ d'Israël, la chaire Gamal Abd al-Nasser au sein du centre en 2008. Il fut aussi directeur des études et membre de son conseil d'administration. 'Azmī Bishāra a théorisé le nouvel arabisme promu par le centre dans plusieurs ouvrages²¹. Selon lui, les États nationaux, qu'ils aient ignoré le nationalisme arabe ou qu'ils s'en soient servis comme une idéologie légitimatrice de substitution, n'ont réussi à construire ni une nation de citoyens, ni un nationalisme ethnique local. Ils ont plutôt laissé prospérer les identités communautaires. Pour lui, le nationalisme arabe ne peut s'accomplir en ignorant les États existants et doit donc viser à la construction d'une nation civile (*umma madaniyya*), impliquant l'établissement d'une citoyenneté démocratique, inclusive et pluraliste. Les facteurs concourant à l'échec démocratique dans la patrie arabe seraient les mêmes que ceux qui empêchent la construction nationale, soit les problèmes liés à l'éducation, à la pauvreté, aux disparités socioéconomiques, avec ce qui est plus spécifique au monde arabe, l'islamisation de la contestation politique²².
- 12 Le Centre d'études de l'unité arabe aura donc été pionnier dans la promotion de la question de la démocratie. Il a cependant été le principal diffuseur de la pensée de l'intellectuel marocain Mohammed Abed Al-Jabri (Muḥammad 'Ābid al-Jābirī) dont l'appel à une relecture critique du patrimoine est basée sur une vision essentialiste de ce qu'il appelle la « raison arabe »²³. La devise de la revue du centre, *al-Mustaqbal al-'arabī* (L'avenir arabe), rappelle de ce point de vue la force de l'injonction nationaliste unitaire, qui postule l'existence d'une personnalité historique arabe : « La conscience de l'unité arabe, l'unité de la conscience arabe ».

Les fondations de la péninsule Arabique, nouveau centre de gravité culturelle

- 13 Un des phénomènes majeurs de ces dernières années est le rôle important joué par certains pays du Golfe dans la promotion de la culture arabe. Dans la première décennie du XXI^e siècle, un nouveau centre de gravité culturelle émerge en effet aux Émirats arabes unis dans le domaine du livre. Il éclipse le rôle culturel panarabe joué par le Koweït au sein de la péninsule Arabique dans les années 1970 et 1980. C'est plus particulièrement à Abu Dhabi que sont lancées de nouvelles initiatives qui visent à doter l'émirat d'une centralité éducative et culturelle. Par rapport à Dubaï qui est devenu un pôle du marché dans l'art dans la région²⁴, Abu Dhabi a développé une politique du livre qui concerne moins la production éditoriale proprement dite que la promotion de la culture arabe par le biais de la traduction, des prix littéraires et de la professionnalisation de sa foire du livre. Une fondation étatique, Abu Dhabi Culture and Heritage, est chargée de la réalisation de ce vaste programme qui s'appuie sur la mobilisation de nombreuses compétences étrangères et arabes²⁵.
- 14 En juin 2014, le projet "Transfer of Knowledge", dirigé par Ṭahar Labīb, ancien directeur de l'Organisation arabe de la traduction, a été lancé par le ministère de la Culture du Bahreïn. Il a pour objectif de traduire vers l'arabe une cinquantaine d'ouvrages marquants de sciences sociales et humaines et d'établir un programme d'échanges culturels et scientifiques internationaux. C'est cependant autour de la question de la préservation du patrimoine arabe que Bahreïn se distingue au sein de la péninsule Arabique avec la création de l'Arab Regional Center for World Heritage. L'origine de ce centre résulte de l'intégration du Bahreïn, en 2007, dans le Comité du patrimoine mondial de l'Unesco, composé de 21 pays. En 2010, l'Assemblée générale de cette organisation a accepté la proposition du Bahreïn de créer un centre de catégorie 2 (non financé par l'Unesco). Celui-ci a été inauguré l'année suivante²⁶. La Shaykha May Khalīfa, présidente de Bahrain Authority for Culture and Antiquities, en fut à l'initiative lorsqu'elle était ministre de la Culture²⁷. Dirigée par l'Algérien Mounir Bouchenaki, cette nouvelle institution régionale a pour mission de veiller à la protection des 79 sites inscrits au patrimoine mondial dans le monde arabe (dont cinq sites naturels).
- 15 Qatar tente, en revanche, d'avoir un rôle prééminent dans le domaine de l'éducation avec la Qatar Foundation for Education, Science and Community Development, créée en 1995 par décret du Shaykh Ḥamad Bin Khalīfa Āl Thānī, émir du Qatar, et dirigée par son épouse Shaykha Mūzā. Elle dispose d'un campus imposant de 2500 hectares au nord-est de Doha où sont représentées huit universités étrangères et qui, à terme, pourrait accueillir 100 000 résidents. Une bibliothèque nationale et différents instituts de recherche dépendent aussi de ce complexe éducatif. Il est intéressant de noter que cette fondation a créé, en 2009, une maison d'édition avec la société britannique Bloomsbury Publishing Plc sous le nom de Bloomsbury Qatar Foundation Publishing. Elle publie des ouvrages en anglais et en arabe dans les domaines de la littérature, de l'éducation, de la finance et de la jeunesse.

La Fondation de la pensée arabe : instrument de la diplomatie culturelle saoudienne

- 16 La Fondation de la pensée arabe (Mu'assasat al-fikr al-'arabī), « incarnation du concept de responsabilité sociale des entreprises » selon ses promoteurs, a été créée à Beyrouth en 2001, la capitale libanaise ayant été choisie au détriment du Caire par une voix de majorité. Le prince saoudien et gouverneur de La Mecque, Khālīd al-Fayṣal, en est l'initiateur et le président. Cette institution est financée par les membres de son conseil d'administration, qui se sont chacun engagés à verser un million de dollars ou plus. Ses quarante membres sont en majorité saoudiens, dont plusieurs membres de la famille royale. On y trouve aussi deux hommes d'affaires égyptiens (Naguīb Sawiris (Najīb Sāwīris), président d'Orascom, et Abū al-'Aynayn, président du groupe Cleopatre), quatre hommes d'affaires koweïtiens (dont 'Abd al-Azīz b. Sa'ūd al-Babtayn, qui dirige le Centre Babtayn pour le dialogue des civilisations), deux Bahreïniens (dont le prince héritier Salmān Āl Khalīfa), la Libanaise Bahiya Harīrī, sœur de l'ex-Premier ministre Rafic Hariri, un homme d'affaires émirien (Jum'a al-Mājid, fondateur du Centre Juma Al Majid pour la culture et le patrimoine à Dubaï).
- 17 On peut rapprocher la localisation de cette fondation hors des frontières du Royaume saoudien de celle de la Fondation du Roi 'Abd al-'Azīz Āl Sa'ūd pour les études islamiques et les sciences humaines, ouverte à Casablanca au Maroc en 1985. Cette institution, qui possède un statut d'association marocaine à but non lucratif, et dont le directeur est un intellectuel marocain, se caractérise par un travail de documentation remarquable et par la création d'une bibliothèque spécialisée dans les sciences sociales qui en fait l'une des plus importantes du monde arabe. La promotion de la recherche scientifique fait aussi partie de ses missions et a donné lieu à l'organisation de nombreux colloques et à la création de plusieurs collections d'ouvrages. La Fondation du Roi 'Abd al-'Azīz Āl Sa'ūd est cependant largement centrée sur les études maghrébines. Elle se différencie ainsi de la Fondation de la pensée arabe, dont le volet académique apparaît en outre comme un paravent pour une diplomatie culturelle dont l'enjeu politique est premier.
- 18 La localisation de la Fondation pour la pensée arabe à Beyrouth ne relève cependant pas de la nécessité d'échapper aux contraintes de la censure — nécessité qui a poussé un certain nombre de Saoudiens à fonder des maisons d'édition et des centres de recherche à l'extérieur de l'Arabie saoudite, notamment à Beyrouth²⁸. La Fondation pour la pensée arabe se différencie de ces institutions de recherche et de ces maisons d'édition par sa relation organique au pouvoir saoudien et à sa politique d'influence. Elle promeut une idéologie conservatrice que reflète bien la composition de son conseil d'administration et qu'a exprimée son président-fondateur dans un poème célèbre fustigeant les révolutions arabes²⁹. Ses grandes conférences annuelles sont organisées sous le haut patronage des monarques et présidents des pays qui les accueillent, et leurs thèmes sont dédiés à la promotion de l'éducation et de la culture dans le but « d'unifier les efforts intellectuels et culturels de ceux qui, dans la recherche académique et dans le monde de la finance, souhaitent la solidarité de la Nation arabe, sa renaissance et la préservation de son identité ». La fondation est cependant présentée par ses responsables comme étant une institution non gouvernementale qui ne représente pas l'orientation officielle de la politique saoudienne même si elle peut s'accorder avec celle-ci. Le projet de traduction d'ouvrages du chinois vers l'arabe et la création d'un département de traduction intitulé

« une seule civilisation » entrent ainsi dans la politique plus générale de « dialogue des civilisations » instaurée par le roi ‘Abd Allāh après le 11 septembre 2001, de même que les enquêtes sur « la situation du dialogue des cultures dans le monde »³⁰. C’est cependant la qualité de poète et d’intellectuel de l’émir Khālid b. Fayṣal qui est mise en avant et non celle de prince pour expliquer son acte de fondation³¹. Aucun financement n’aurait été demandé au gouvernement saoudien mais des subventions peuvent être versées par des compagnies nationales saoudiennes telles que Aramco et la King Abdulaziz City for Science and Technology. Les grands congrès annuels de la fondation qui se tiennent dans les capitales arabes font participer des hommes d’affaires « auxquels est ainsi donnée la possibilité de financer la culture arabe »³².

- 19 La fondation a pour objectif d’être un lieu d’échange pour les intellectuels arabes et un centre de recherche pour approfondir la connaissance des réalités arabes, notamment en ce qui concerne la culture et les questions sociales³³. Des rapports annuels sur le « développement culturel » et sur « la situation des contenus numériques » dans le monde arabe sont ainsi publiés à l’issue d’enquêtes conduites sous l’égide d’intellectuels arabes qui représentent, la plupart du temps, le versant officiel de la culture de leur pays. Des projets éducatifs ont été lancés, particulièrement en direction de la jeunesse, pour l’encourager à la lecture et développer des méthodes pédagogiques en relation avec l’enseignement de la langue arabe. La défense de l’identité et la protection de la langue arabe sont d’ailleurs des objectifs essentiels de cette fondation. Cela s’est notamment traduit par le projet d’Observatoire de l’avenir de la langue arabe, intitulé « Notre renouveau passe par la langue arabe » [*li-nanhad bi-lughatnā*], qui a donné lieu à la conduite d’enquêtes sur la situation de la langue arabe³⁴.

Arab Center for Research and Policy Studies ou la vitrine libérale du Qatar

- 20 Dans le domaine de la recherche en sciences sociales, l’Arab Center for Research and Policy Studies, créé en 2011 à Doha et dirigé par ‘Azmi Bishāra, est devenu le principal concurrent du Centre d’études de l’unité arabe. Docteur en philosophie de l’université de Humboldt dans l’ex-Allemagne de l’Est (1986), élu deux fois député à la Knesset, ‘Azmi Bishāra décida de ne pas retourner en Israël en 2007 pour éviter des poursuites judiciaires liées à une accusation d’intelligence avec l’ennemi, en l’occurrence le Hezbollah durant la guerre de 2006. Il résida un temps à Beyrouth, où il entretenait des liens étroits avec des responsables du Hezbollah et du régime syrien. ‘Azmi Bishāra, après avoir fait l’éloge de Bachar al-Assad, est devenu un contempteur de son régime après le déclenchement de la révolution en Syrie, et son installation au Qatar³⁵.
- 21 Grâce à son rôle politique en tant que conseiller politique et médiatique de l’émir Tamīm B. Ḥamad Āl Thānī, qui remplaça son père à la tête du pays en juin 2013, ‘Azmi Bishāra dispose d’importants financements pour mettre en œuvre son projet national arabe à partir d’un projet intellectuel qui s’est matérialisé dans l’Arab Center for Research and Strategic Studies. Le conseiller du prince joue ainsi un rôle politique de premier plan, notamment sur le dossier syrien, en contribuant à la fondation du Conseil national syrien (organe de représentation de l’opposition syrienne) à Doha en août 2011. ‘Azmi Bishāra a en outre écrit plusieurs livres sur les révolutions arabes, qu’il a commentées sur la chaîne qatarienne *al-Jazeera*³⁶. Il dirige aussi la nouvelle chaîne *al-‘Arabī al-jadīd*, lancée en 2014 à Doha, et qui a pu être présentée comme une concurrente d’*al-Jazeera*, trop associée à la

défense des Frères musulmans³⁷. Dans le domaine de la presse écrite et en ligne, l'émir du Qatar a aussi confié à 'Azmi Bishāra le soin de superviser la ligne éditoriale et le recrutement de journalistes du quotidien panarabe *al-'Arabī al-jadīd* créé en 2014, et de réorganiser la rédaction du journal *al-Quds al-'arabī* financé par l'émirat³⁸. Ces deux journaux sont devenus des concurrents sérieux des quotidiens panarabes à capitaux saoudiens que sont *al-Ḥayāt* et *al-Sharq al-awsaṭ*.

- 22 La figure de 'Azmi Bishāra fait ainsi contrepoint à celle de Yūsuf al-Qaradawī, idéologue des Frères musulmans, président de l'Union internationale des savants musulmans, fondateur de l'Université des études et sciences islamiques à Qatar en 1977, et animateur sur *al-Jazeera* du célèbre programme « al-Sharī'a wa-l-ḥayāt » [La charia et la vie]. Bishāra se réclame, lui, du nationalisme arabe, certes rénové, et il pourrait être rangé dans la catégorie des intellectuels libéraux avec ses références à la démocratie et à la société civile³⁹. Il a attiré de nombreux intellectuels et chercheurs arabes, notamment des Syriens forcés à l'exil, dans les différentes institutions médiatiques et académiques qu'il dirige, dont le Doha Institute for Graduate Studies. Cet institut de sciences sociales et d'administration publique panarabe a lancé en 2015–2016 un programme de Master, dont l'enseignement est dispensé en arabe. L'émirat se dote ainsi d'un outil d'influence auprès du milieu des universitaires et chercheurs arabes au sein duquel il recrute ses enseignants, et il se prévaut d'un rôle éducatif prééminent dans le domaine des sciences sociales au sein du monde arabe.
- 23 'Azmi Bishāra présente l'Arab Center for Research and Strategic Studies comme un centre de recherche véritable et indépendant qui vise à développer les sciences sociales et humaines faites par et pour des Arabes, et à créer une élite de chercheurs. Ce centre organise de nombreux colloques, décerne chaque année un prix pour les sciences sociales, publie annuellement un état de l'opinion dans le monde arabe et dispose d'une unité de traduction. Le projet « Doha Historical Dictionary of the Arabic Language » complète la panoplie de ce panarabisme culturel qui se doit de posséder un volet de préservation de la langue arabe. Une antenne libanaise a été créée à Beyrouth en 2012 pour s'occuper, notamment, de la publication et de la distribution de ses ouvrages et de ses quatre revues⁴⁰.
- 24 Du 15 au 17 décembre 2012, organisée par l'Arab Center for Research and Policy Studies, s'est tenue à Doha la première conférence annuelle des centres d'études politiques et stratégiques dans le monde arabe sur « Les transformations géostratégiques dans le contexte des révolutions arabes ». Soixante-dix centres y étaient représentés. L'intérêt de cette conférence résidait aussi dans les rencontres politiques informelles organisées en marge des tables rondes. De nombreux dirigeants politiques avaient été invités, dont Khaled Mechaal (Khālīd Mish'al, Hamas), Rached Ghannouchi (Rashīd al-Ghannūshī, parti al-Nahḍa, Tunisie), Yasīn Sa'īd Nu'mān (Parti socialiste yéménite), 'Abd al-Wahhāb al-'Ansī (Rassemblement yéménite pour la réforme), Tarek Mitri (ancien ministre libanais), Burhān Ghaliūn (Conseil national syrien). De fait, l'objectif de l'Arab Center for Research and Strategic Studies — et plus précisément de 'Azmi Bishāra — est de jouer un rôle prééminent dans la production des sciences sociales dans le monde arabe, notamment en matière d'études politiques. Mais il est aussi de devenir un pôle de réflexion dominant dans les affaires arabes, en dotant le Qatar d'une vitrine politique et éducative libérale à même de redorer un blason terni par sa promotion d'une idéologie fondamentaliste ancrée dans sa version propre du wahhabisme.

Des voies alternatives pour la promotion des cultures arabes ?

- 25 Dans le domaine de la création artistique, un des phénomènes importants des années 2000 est le lancement de nombreuses initiatives, de type associatif, ayant pour visée la promotion d'artistes arabes, plus particulièrement ceux de la nouvelle génération. Partant du constat de la sclérose des institutions officielles et du caractère peu innovant des politiques culturelles mises en place par les États, des associations et fondations panarabes ont donc été créées, avec comme principe fondateur la préservation de leur indépendance, même si l'objectif est de contribuer à la réforme des politiques culturelles des États. La Fondation arabe pour l'image en est un des exemples les plus emblématiques, et elle a d'ailleurs pu servir de modèle pour d'autres initiatives. Créée à Beyrouth en 1997, elle a pour mission de « collecter, préserver et d'étudier les photographies du Moyen-Orient, de l'Afrique du Nord et de la diaspora arabe »⁴¹, un objectif largement atteint puisque sa collection comprenait en 2015 plus de 600 000 images. Elle a en outre impulsé de nombreux projets artistiques et académiques autour de la photographie, et a été lauréate en mai 2014 du prix Unesco-Sharjah pour la culture arabe⁴². En dépit de sa dimension panarabe, la Fondation arabe pour l'image a été créée par des artistes libanais, ce qui la différencie d'al-Mawrid al-thaqāfi (La Ressource culturelle) qui a inclus, dès l'origine, des personnalités de différents pays arabes dans son conseil d'administration.

Al Mawred Al Thaqafy (al-Mawrid al-thaqāfi) : sortir du piège égyptien

- 26 Al Mawred Al Thaqafy (La Ressource culturelle) est une association culturelle à but non lucratif qui vise « à présenter des programmes diversifiés, non spécialisés, et flexibles, qui répondent aux besoins des artistes et des intellectuels indépendants et des professionnels qui travaillent sans soutien officiel et hors du cadre commercial », en donnant la priorité aux jeunes⁴³. Fondé en 2004 au Caire, Al Mawred Al Thaqafy a été dirigé par la dramaturge égyptienne Basma El-Husseini (al-Ḥusaynī) jusqu'en 2014. Après plusieurs expériences théâtrales, elle occupa différents postes au British Council du Caire avant de rejoindre en 1998 la fondation Ford pour diriger le programme « Arts dans le monde arabe », avant de participer à la création d'Al Mawred Al Thaqafy⁴⁴. La composition du comité fondateur, qui rassemblait quatre Égyptiens, trois Palestiniens et une Libanaise, révèle l'insertion de ses membres dans des réseaux culturels régionaux et internationaux : Khaled Jubran (Khālīd Jubrān) est un musicien et compositeur qui a créé et dirigé le département de musique arabe du Conservatoire national de Ramallah, et a fondé al-Urmawi Center for Mashreq Music en 2000 ; Adla Al Aydi (Ādila al-'Aydī) est une universitaire et critique littéraire qui a dirigé le centre culturel Khalil Sakakini (Khalīl al-Sakākīnī) à Ramallah de 1996 à 2005, et qui a aussi participé à la création de l'Arab Fund for Arab Culture ; Jacques Persekian, directeur du Musée palestinien de Bir Zeit, a dirigé la Sharjah Art Foundation de 2009 à 2011, a été le directeur artistique de la Biennale d'art de Sharja entre 2007 et 2011, et a fondé en 1998 la Fondation Ma'mal pour l'art contemporain à Jérusalem ; Hanane Hajj Ali (Ḥanān Ḥajj 'Alī) est une actrice libanaise, active notamment dans la troupe fondée par son mari Roger Assaf au Liban ; Aliaa El Geredy ('Ālya al-Jarīdī) est une

artiste plasticienne qui a réalisé des « scénographies urbaines » en Égypte et dans le monde ; Sami Hossam (Sāmī Ḥusām), scénariste et réalisateur, a participé à la fondation, au Caire en 2001, de SEMAT for Production and Distribution pour soutenir le cinéma indépendant égyptien ; l'Égyptien Tarek Abou El Fetouh (Ṭāriq Abū al-Fuṭūḥ), architecte, commissaire indépendant à Bruxelles, est directeur du Young Arab Theatre Fund, du Festival Meeting Points, il a transformé en lieux artistiques de nombreux bâtiments abandonnés en Europe et dans le monde arabe. Il est par ailleurs le secrétaire général d'Art Moves, le Fonds de mobilité des artistes et des opérateurs culturels à l'intérieur de l'Afrique. La plupart des personnalités mentionnées font partie soit du conseil artistique d'Al Mawred Al Thaqafy, soit de l'assemblée générale, soit des deux comme pour Aliaa El Geredy.

- 27 Le conseil scientifique est composé de sept membres, dont cinq Égyptiens, un Tunisien et un Palestinien, tandis que l'assemblée générale rassemble trente membres, dont neuf Égyptiens, trois Algériens, trois Marocains, trois Syriens, deux Libanais, deux Tunisiens, deux Libyens, deux Palestiniens, un Saoudien, un Mauritanien, un Irakien, et un Bahreïnien. Pour certains, deux pays, voire trois, sont indiqués, par exemple la Grande-Bretagne, l'Égypte et l'Arménie pour Eva Dradian, la Palestine et le Koweït pour Huda Qaddumi El Shawwa (Hūdā Qaddūmī al-Shawwa), l'Égypte et le Canada pour Thérèse Badie, le Liban et la France pour Roger Assaf, la Libye et les États-Unis pour Khaled Mattawa. Ceci n'est pas indifférent puisque plusieurs organismes européens et états-uniens figurent sur la liste des mécènes, tels que l'Open Society Foundations, DOEN Foundation (Pays-Bas), Ford Foundation (États-Unis), l'Institut Français, le British Council, Agha Khan Trust for Culture, l'European Cultural Foundation, le Goethe Institut, AlFonar (Grande-Bretagne), Mimeta-Centre for Culture and Development (Norvège).
- 28 Outre l'octroi de bourses pour de jeunes artistes arabes et une offre d'enseignement artistique pour les enfants au Caire, Al Mawred Al Thaqafy organise plusieurs festivals de théâtre et des arts du cirque dans la capitale égyptienne. Cette fondation concentre aussi ses activités sur la formation en matière de management culturel et a publié des études sur les politiques culturelles dans différents pays arabes, en partenariat avec l'Arab Fund for Arab Culture. L'intitulé de la conférence « Une culture indépendante pour la démocratie », qui s'est tenue au Caire en décembre 2012, résume bien le rôle politique attribué à la promotion de la création artistique, et ce pour le développement des capacités individuelles. Durant l'automne 2014, la Syrienne Rana Yazigi (Rānā Yāziji) est devenue directrice d'Al Mawred Al Thaqafy après avoir co-fondé et dirigé Ettijahat Independent Culture, une institution créée en 2011 par des activistes syriens en vue de promouvoir les activités culturelles et d'aider les jeunes artistes en Syrie.
- 29 En novembre 2014, Al Mawred Al Thaqafy décidait de cesser ses activités en Égypte. Il s'agissait d'anticiper la fin du délai accordé aux organisations non gouvernementales par le ministère de la Solidarité sociale pour clarifier leur situation au regard de la nouvelle loi sur les financements étrangers⁴⁵. La recherche d'un autre pays d'accueil dans le monde arabe était devenue une nécessité, sachant que, précédemment à cette mesure préventive, Al Mawred Al Thaqafy, avait déjà été l'objet, comme indiqué sur son site, « de nombreux harcèlements » de la part des autorités égyptiennes. Celles-ci avaient annulé la tenue d'un forum littéraire en 2004, avaient fabriqué une accusation contre sa directrice, et avaient fermé le théâtre El Genaina (al-Janayna) pendant cinq mois en 2006. Le régime autoritaire du maréchal Sissi (Sīsī) a donc eu raison de la seule initiative culturelle panarabe indépendante ayant choisi Le Caire comme siège de ses activités, l'interdiction

des financements étrangers pour les organisations non gouvernementales étant un moyen de les asphyxier et de réduire leur sphère d'influence, notamment dans les domaines des droits humains et de la culture. En s'affranchissant des pesanteurs et impérities du cadre national égyptien, Al Mawred Al Thaqafy renforce sa dimension régionale. Son installation au Liban, en 2015, confirme le rôle de Beyrouth comme zone franche culturelle régionale. Cette ville accueille en effet le seul fonds arabe indépendant dédié aux activités culturelles ayant pour objectif de promouvoir de jeunes artistes et d'encourager la diversité des modes d'expression artistiques, l'Arab Fund for Arab Culture.

Arab Fund for Arab Culture : financer la jeune création arabe

- 30 L'Arab Fund for Arab Culture (AFAC) est né en 2007 du projet d'un groupe d'entrepreneurs culturels et de « philanthropes » arabes et européens réunis à Londres pour créer une institution indépendante destinée à promouvoir la création artistique et culturelle dans le monde arabe. L'initiative en revenait à plusieurs femmes artistes et entrepreneurs culturels, dont Basma El-Husseiny, Adla Al Aydi, Zeina Arida (Zayna 'Arīḍa), Rana Sadek (Rānā Ṣādiq), lors d'une rencontre à Beyrouth⁴⁶. La nécessité de mutualiser leurs efforts pour financer leurs projets culturels passait, selon elles, par la création d'un organisme dédié à la collecte de fonds. Elles contactèrent deux personnalités arabes jouissant d'une stature internationale, le Libanais Ghassan Salamé, pressenti pour le diriger, et le Palestinien Nabil Qaddumi (Nabil Qaddūmī).
- 31 L'Arab Fund for Arab Culture est le seul fonds arabe de ce type dans le monde arabe⁴⁷. Enregistré en Suisse, il dispose d'une branche régionale à Beyrouth dirigée par le Libanais Oussama Rifahi (Usāma Rifā'ī), un ingénieur qui a travaillé dans les secteurs du pétrole et de l'aérospatiale, mais qui a aussi participé à l'élaboration de la stratégie culturelle du projet de Saadiyat à Abu Dhabi et du musée Guggenheim à New York⁴⁸. Son président, Ghassan Salamé, universitaire, ancien ministre de la Culture au Liban (2000–2003) et ex-conseiller spécial de Kofi Annan à l'ONU, n'accepta ce poste de direction qu'à la condition que le fonds soit totalement indépendant des organisations culturelles arabes qui lui présenteraient leurs projets pour d'éventuels financements⁴⁹. Son vice-président et trésorier, Nabil Qaddumi, préside l'une des plus importantes sociétés de gestion (*management firm*) arabes, Projacs International, ainsi que le conseil d'administration de la Welfare Association. Il est en outre le représentant de la Palestine auprès du Fonds arabe pour le développement économique et social (Arab Fund for Economic and Social Development).
- 32 Le conseil d'administration est composé, outre la Suisse Suzanne Wettenschwiler qui occupe le poste de secrétaire légal, de sept membres, dont la Palestinienne Sawsan Al Fahoum Jafar (Sawsān al-Fahūm Ja'far), membre des conseils d'administration de la Welfare Association et de l'Institut des études palestiniennes, et présidente de MIFTAH-The Palestinian Initiative for the Promotion of Global Dialogue and Democracy ; le Libanais Abbas Zuaiter ('Abbās Zu'aytar), qui a travaillé pendant dix ans au Soros Fund Management (jusqu'en 2013), dirigeant de Zuaiter Capital Holdings, président du conseil d'administration d'Adecoagro (groupe agroalimentaire argentin), membre du conseil d'administration de l'Arab Bank (Suisse) ; le Palestinien Hani Kalouti (Hānī Kalūti), fondateur de HBK Investments Advisory à Genève, membre du comité exécutif de The Welfare Association ; le Libyen Amr Ben Halim ('Amr b. Halīm), un des fondateurs du

Forum for Democratic Libya et un dirigeant de AYTBA et Maritime Industrial Services Arabia (Arabie saoudite et Qatar) ; la Libanaise Abla Lahhoud (Ablā Lahhūd), membre des conseils d'administration de l'Office Development at the American University of Beirut et de Lebanese Association of SOS Children's Villages ; la Saoudienne Olfat Al-Mutlaq Juffali (Ulfa al-Muṭlaq al-Juffālī), membre du conseil d'administration de la Fondation de la pensée arabe et co-fondatrice du conseil consultatif de Shefa Philanthropy Fund (en collaboration avec Bill & Melinda Gates Foundation).

- 33 Le comité directeur de l'Arab Fund for Arab Culture rassemble donc essentiellement des hommes d'affaires, dont beaucoup sont des donateurs. Open Society Foundations⁵⁰ avait contribué à environ 50 % du budget au cours des deux premières années, rejointe ensuite par d'autres institutions : la Ford Foundation, la DOEN Foundation, l'Arab Fund for Economic and Social Development (Koweït), les banques HSBC et Saudi Fransi, Aramex, Freyssinet Saudi Arabia et Hivos (Pays-Bas). Selon Ghassan Salamé, le financement des mécènes arabes ne cesse d'augmenter. Fort d'un budget de 4 millions de dollars, AFAC distribue deux tiers de cette somme pour financer des projets dans les domaines du cinéma, de la littérature, du théâtre, de la danse, des arts visuels et de la recherche dans dix-huit pays arabes⁵¹. Les Palestiniens, les Libanais et les Égyptiens obtiennent (en ordre décroissant) la majorité des financements, tandis que la part des Maghrébins reste encore marginale.
- 34 Le succès et la pérennité de l'AFAC sont liés à sa localisation à Beyrouth et à une assise régionale arabe qui se reflète dans la composition de son comité d'administration et la nature des réseaux économiques, politiques et culturels qui lui sont liés. Cette combinaison de facteurs affirme sa dimension panarabe, indépendante des États, qui est la source revendiquée de sa légitimation. Ses responsables insistent sur la politique de transparence de l'AFAC en matière d'information financière et de mode de sélection des projets, pour se distinguer du fonctionnement d'autres institutions culturelles arabes. La volonté de l'AFAC de défendre la liberté d'expression bénéficie aux artistes qui ne sont pas soutenus par leurs gouvernements. Il s'agit par ailleurs de faire connaître les artistes au-delà des scènes locales et nationales en encourageant la mobilité interarabe. De fait, une part des aides a pour objectif d'aider les créateurs à pénétrer le marché régional en se fondant sur une arabilité culturelle découlant du partage d'une langue commune⁵².

Les métamorphoses du panarabisme

- 35 La publication du rapport sur le développement humain dans le monde arabe par le PNUD en 2003 a constitué un tournant en ce qu'il révélait une situation catastrophique dans les domaines de l'éducation et de la culture. Il a suscité une inflexion nouvelle des fondations culturelles et de recherche arabes qui ont promu de nouvelles études sur les opinions arabes et les productions culturelles et scientifiques. Au-delà de cette incitation à promouvoir la culture arabe qui est devenu l'antienne des fondations créées ces dernières années, on peut relever que, tout en privilégiant les échanges entre intellectuels, c'est bien « l'idéologie de la société civile »⁵³ qui prévaut comme légitimation des initiatives. Cette « société civile » est transposée sur le plan panarabe (souvent circonscrite à l'Orient arabe) par des alliances d'entrepreneurs mécènes censées refléter une libération des initiatives.
- 36 Élisabeth Suzanne Kassab⁵⁴ a bien résumé le changement de priorités formulé par de nombreux penseurs arabes durant ces dernières décennies. Elle note ainsi que les notions

et conceptions de libération, d'authenticité et d'affirmation de soi ont été revues, de même que les outils d'analyse. Des changements importants sont ainsi survenus dans les approches pour penser le soi culturel : l'accent s'est déplacé de l'identité vers la démocratie, de l'essentialisme à une vision constructiviste de l'identité, et de l'idéologie à la pensée critique. Ces tendances repérées dans le champ intellectuel se sont plus ou moins reflétées dans les orientations des fondations, le plus souvent à un niveau incantatoire et idéologique. La création de nouvelles fondations culturelles de dimension panarabe, à partir des années 2000, traduit cependant l'irruption de nouveaux acteurs et centralités sur la scène culturelle et politique régionale. Leur rôle culturel semble indissolublement lié à un projet politique, souvent sous-jacent, et s'inscrit, pour certaines de ces fondations, dans la diplomatie culturelle des États et dans leurs politiques d'influence. Ces fondations, dans la diversité de leurs objectifs et missions, révèlent des conceptions différentes d'un panarabisme culturel construit sur les décombres des anciennes idéologies nationalistes arabes.

- 37 Le panarabisme, en dépit de sa dissociation d'avec le nationalisme arabe, conserve cependant sa fonction de légitimation politique, ce qui se traduit par une montée des rivalités et une surenchère d'investissements dans les domaines de la culture, de l'éducation et de la science, moins peut-être au niveau des politiques publiques que dans celui de la diplomatie culturelle. Pour les artistes et les créateurs, l'accès au marché régional arabe est un passage obligé de consécration, mais sans que l'expression de spécificités nationales soit obligatoirement édulcorée ou effacée. Le panarabisme culturel alternatif dont se réclament certaines institutions dédiées à la promotion des artistes comme Al Mawred Al Thaqafy et l'Arab Fund for Arab Culture se caractérise ainsi par la reconnaissance du caractère mosaïque des cultures arabes, ce qui tend de fait à subvertir les incantations du panarabisme institutionnalisé et ses prétentions à l'hégémonie et à l'homogénéisation.

BIBLIOGRAPHIE

AL-AZMEH, Aziz, « Populisme contre démocratie : discours démocratisants dans le monde arabe », in Gh. Salamé (dir.), *Démocraties sans démocrates : politiques d'ouverture dans le monde arabe et islamique*, Paris, Fayard, 1994, p. 233-252.

AL-JABRI, Mohammed Abed, *The Formation of Arab Reason: Text, Tradition and the Formation of Modernity in the Arab World*, Londres, I. B. Tauris, 2011.

BEYDOUN, Ahmad, « Al-nujūm al-shuhub: Suwwār shakhsiyya min Lubnān li-thaqāfat Miṣr al-mu'āṣira » [Les étoiles brillantes : images personnelles du Liban sur la culture contemporaine de l'Égypte], *Kalamon* (Beyrouth) n° 2, printemps 2011, p. 55-70.

BISHĀRA, 'Azmi, *Fī-l-mas'ala al-'arabiyya: Muqaddima li-bayān dīmuqrāṭi 'arabī* [À propos de la question arabe : introduction à une proclamation démocratique arabe], Beyrouth, Markaz dirasāt al-waḥda al-'arabiyya, 2007.

BISHĀRA, 'Azmī, *An takun 'arabiyyan fī ayyāminā* [Être arabe aujourd'hui], Beyrouth, Markaz dirāsāt al-waḥda al-'arabiyya, 2009.

BISHĀRA, 'Azmī, *Al-thawra al-tūnisiyya al-majīda: Bunyat thawra wa sayrūratuhā min khilāl yawmiyyatihā* [La glorieuse révolution tunisienne : structure et processus d'une révolution à travers ses journées], Beyrouth, al-Markaz al-'arabī li-l-abhāth wa dirāsāt al-siyāsāt, 2012.

BISHĀRA, 'Azmī, *Sūriyā, darb al-ālām nahū al-hūrriyya: Muḥāwala fī al-tārīkh al-rāhin* [La Syrie : un chemin de douleurs vers la liberté : essai d'histoire contemporaine], Beyrouth, al-Markaz al-'arabī li-l-abhāth wa dirāsāt al-siyāsāt, 2013.

BRONES S. & MOGHADAM A., "Beirut-Dubai: Translocal Dynamics and the Shaping of Urban Art Districts", in L. VIGNAL (ed.), *The Transnational Middle East: People, Places, Borders*, Abingdon-New York, Routledge, 2016.

DEPAULE J.-Ch., « La Fondation arabe pour l'image », *Vingtième siècle* n° 103, juillet-septembre 2009, p. 239-242.

EL OIFI, Mohammed, « Les journalistes arabes face au dilemme syrien », *Grotius International*, 8 juin 2011, <http://www.grotius.fr/les-journalistes-arabes-face-au-dilemme-syrien/>.

FĀRŪQ, Usāma, « Al-Mawrid al-thaqāfi tatakhallā 'an al-Miṣriyyīn » [Al Mawred Al Thaqafy abandonne les Égyptiens], *Almodon*, 18/12/2014.

GUILHOT N., « Une vocation philanthropique : George Soros, les sciences sociales et la régulation du marché mondial », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales* n° 151-152, 2004/1, p. 36-48.

HAUBERT M., « L'idéologie de la société civile », in M. Haubert et P.-Ph. Rey (dir.), *Les sociétés civiles face au marché : le changement social dans le monde post-colonial*, Paris, Karthala, 2000, p. 10-86.

KARAM, Samīr (éd.), *Al-A'wām al-thalāthūn al-ūlā fī ḥayat markaz dirāsāt al-waḥda al-'arabiyya: Dirāsāt wa lamḥāt wa wathā'iq* [Les trente premières années du Centre d'études de l'unité arabe], Beyrouth, Markaz dirāsāt al-waḥda al-'arabiyya, 2007.

KASSAB E. S., *Contemporary Arab Thought: Cultural Critique in Comparative Perspective*, New York, Columbia University Press, 2010.

KHATIB, Lina, *Qatar and the Recalibration of power in the Gulf*, Washington, Carnegie Endowment for International Peace, 2014.

KLAMER, A., "Cultural Entrepreneurship", *Review of Austrian Economics* Vol. 24, Issue 2, June 2011, p. 141-156.

MARDAM-BEY, Farouk, « Pour une refondation de la Ligue arabe », *Revue des Études Palestiniennes* n° 56, été 1995, p. 119-120.

MARKAZ DIRĀSĀT AL-WAḤDA AL-'ARABIYYA, *Al-ḥiwār al-qawmī al-dīnī* [Le dialogue nationaliste-religieux], Beyrouth, Markaz dirāsāt al-waḥda al-'arabiyya, 1989.

MARKAZ DIRĀSĀT AL-WAḤDA AL-'ARABIYYA, *Al-ḥiwār al-qawmī al-islāmī* [Le dialogue nationaliste-islamique], Beyrouth, Markaz dirāsāt al-waḥda al-'arabiyya, 2008.

MARKAZ DIRĀSĀT AL-WAḤDA AL-'ARABIYYA, *Al-Mashrū' al-nahdawī al-'arabī* [Le projet de renaissance arabe], Beyrouth, Markaz dirāsāt al-waḥda al-'arabiyya, 2010.

MERMIER Fr., *Le livre et la ville : Beyrouth et l'édition arabe*, Arles, Actes Sud/Sindbad, 2005.

MERMIER Fr., « Médias et espace public panarabe : de quoi parle-t-on ? », in Kh. Mohsen-Finan (dir.), *Les médias en Méditerranée : nouveaux médias, monde arabe et relations internationales*, Arles, Actes Sud/Éditions Barzakh, 2009, p. 75-94.

MERMIER Fr., *Récits de villes : d'Aden à Beyrouth*, Arles, Actes Sud/Sindbad, 2015.

MERMIER Fr., « La censure du livre dans l'espace arabe », in L. Martin (dir.), *Les censures dans le monde : XIX^e-XXI^e siècle*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2016, p. 315-329.

MERMIER Fr., « L'édition dans les pays du Conseil de coopération du Golfe et en Irak », in Ch. Majdalani et Fr. Mermier (dir.), *Regards sur l'édition dans le monde arabe*, Paris, Karthala, p. 199-214.

MU'ASSASAT AL-FIKR AL-'ARABI, *Taqrīr 'alā ḥiwār al-thaqāfāt fī al-'ālam* [Rapport sur la situation du dialogue des cultures dans le monde], Beyrouth, Mu'assasat al-fikr al-'arabī, 2011.

MU'ASSASAT AL-FIKR AL-'ARABI, *Li-nanhad bi-lughatinā: Mashrū' li-istishraf mustaqbal al-lugha al-'arabiyya* [Notre renouveau passe par la langue arabe : projet d'observatoire de l'avenir de la langue arabe], Beyrouth, Mu'assasat al-fikr al-'arabī, 2012.

SAGHIÉ Hazem, *Wadā' al-'urūba* [Adieu à l'arabisme], Beyrouth, Dār al-Sāqī, 1999.

WINEGAR J., "Civilizing Muslim Youth: Egyptian State Culture Programmes and Islamic Television Preachers", *Journal of the Royal Anthropological Institute* No. 20, 2014, p. 445-465.

NOTES

1. SAGHIÉ, 1999, p. 14.

2. *Ibid.*, p. 39.

3. BEYDOUN, 2011, p. 60.

4. MARDAM-BEY, 1995, p. 119-120.

5. MERMIER, 2009, p. 75-94.

6. Il dut être transféré au Koweït en raison du déclenchement de la guerre au Liban. Puis, suite à la suspension de la constitution et à la dissolution du parlement au Koweït, il retourna dans la capitale libanaise en 1978.

7. Des enquêtes sur la guerre civile libanaise furent lancées sous l'égide des sociologues libanais Ahmad Beydoun et Waddah Charara qui furent licenciés du Centre en 1981 tandis qu'une grande partie des résultats de leurs enquêtes sur la guerre était saisie par les services de l'ambassade libyenne. Après le départ de Muta' Safadī, le Centre du développement arabe fut dirigé par les intellectuels libanais Ridwān al-Sayyid et Fahima Charafeddine (Fāhima Sharaf al-Dīn) mais sous la tutelle d'un directeur général libyen. Je remercie vivement Ahmad Baydoun et Melhem Chaoul de m'avoir communiqué ces informations sur le Centre du développement arabe.

8. Arjo Klamer indique que "Whether people qualify as cultural entrepreneurs always depends on the circumstances in which they operate. Cultural conditions matter." (KLAMER, 2011, p. 141-156). On retiendra de sa tentative de définition de l'entrepreneur culturel que "The market will be an instrument for the cultural entrepreneur, but not much more than that. After all, the real challenge for the cultural entrepreneur will be to contribute to the common good that art is. A cultural good or an artistic process has cultural value because it is common property in some sense."

9. MERMIER, 2015, p. 183.

10. MERMIER, 2016, p. 315-329.

11. MERMIER, 2005.

12. Les informations qui précèdent sont tirées du texte : « Al-nash'a wa-l-nizām al-dākhilī » [La naissance et le règlement intérieur], in KARAM, 2007, p. 273-318.
13. Sa'dūn Ḥammādī est décédé en 2007.
14. Celui-ci, né à Mossoul en 1929, travaillait dans la section économique des Nations unies lorsqu'il s'installa à Beyrouth en 1974. Après un doctorat soutenu à l'université de Cambridge en 1960, il retourna en Irak la même année où il occupa plusieurs fonctions importantes dans les secteurs industriel et pétrolier. Il dirigea ainsi l'Iraq National Oil Company, l'Union des industries irakiennes, la Banque centrale irakienne dont il démissionna en 1965 pour, l'année suivante, enseigner à l'université. En 1968, année du coup d'État bassiste du général Aḥmad Ḥasan al-Bakr, Khayr al-Dīn Ḥasīb fut arrêté, et il passa près de deux ans et demi en prison. Il était alors responsable d'une organisation secrète d'obédience nassérienne, « L'avant-garde socialiste ». En 1974, Saddam Hussein, qui occupait le poste de vice-président, lui conseilla de quitter le pays pour échapper à la vindicte d'Aḥmad Ḥasan al-Bakr. Il y revint pour de brèves visites entre 1976 et 1984 pour n'y retourner qu'en 1991 sur invitation de Saddam Hussein qui lui aurait demandé de le conseiller après son invasion du Koweït. Entretien avec Khayr al-Dīn Ḥasīb, Beyrouth, 18 octobre 2011.
15. Ces versements auraient été de deux millions de dollars alors que la somme de 150 000 dollars promise par l'Irak n'aurait pu être versée en raison du déclenchement de la guerre irano-irakienne. Voir aussi KARAM, 2007, p. 131.
16. Khayr al-Dīn Ḥasīb est le président de son conseil d'administration. En 2015, l'Organisation arabe de la traduction était dirigée par l'Irakien Haytham al-Nahī. Elle recevait des subventions de plusieurs institutions : King Abdulaziz City for Science and Technology, Al Maktoum Foundation, l'OPEC et Abdul Hameed Shoman Foundation.
17. Voir notamment le témoignage de Ṭahar Labīb in KARAM, 2007, p. 147.
18. Voir l'ouvrage publié par le Centre en 2010 : *al-Mashrū' al-nahdawī al-'arabī* [Le projet de renaissance arabe].
19. Markaz dirāsāt al-waḥda al-'arabiyya, *Al-ḥiwār al-qawmī al-dīnī* [Le dialogue nationaliste-religieux], 1989, Markaz dirāsāt al-waḥda al-'arabiyya *Al-ḥiwār al-qawmī al-islāmī* [Le dialogue nationaliste-islamique], 2008.
20. Ce rapprochement aurait résulté, selon Aziz Al-Azmeh, d'une grille de lecture erronée de la séparation entre État et société, la démocratie, ou du moins la conception qui en est faite, étant un moyen de renouer avec le « peuple » qui serait par essence « islamique »; cf. AL-AZMEH, 1994, p. 50.
21. BISHARA, 2007 and 2009
22. BISHARA, 2007, p. 246. Voir l'analyse de ces thèses par KASSAB, 2010, p. 277.
23. AL-JABRI, 2011.
24. BRONES & MOGHADAM, 2017.
25. Voir MERMIER, 2016, p. 199-214.
26. Il existe six organisations similaires de dimension régionale : Nordic Foundation for World Heritage, installé en Norvège, qui a notamment pour mission d'aider les pays d'Afrique australe à présenter des dossiers de classement de sites à l'Unesco ; le World Heritage Institute of Training and Research for the Asia and the Pacific Region à Beijing, Shanghai et Suzhou ; l'African World Heritage Fund à Johannesburg ; le Regional Heritage Management Training Centre au Brésil et le Regional World Heritage Institute à Zacatecas (Mexique) ; l'International Research Centre on the Economics of Culture and World Heritage Studies à Turin.
27. Début 2015, le ministère de la Culture a été remplacé par le Bahrain Authority for Culture and Antiquities.
28. Voir MERMIER, 2016, p. 199-214.

29. Intitulé « Al-Hubūb » [Les vents], il a été rendu public en janvier 2013, voir <http://www.memri.org/report/en/print7045.htm>.
30. Mu'assasat al-fikr al-'arabī, *Taqrīr 'āla ḥiwār al-thaqāfāt fī -l-'ālam* [Rapport sur la situation du dialogue des cultures dans le monde], 2011.
31. Entretien avec Ḥamad al-'Ammārī, directeur exécutif de la Fondation de la pensée arabe, Beyrouth, 15 mai 2013. De nationalité saoudienne, il a succédé à Sulayman 'Abd al-Mun'im.
32. *Idem*.
33. Entretien avec Sulayman 'Abd al-Mun'im, directeur exécutif de la Fondation de la pensée arabe, Beyrouth, 21 février 2012. Ce dernier, de nationalité égyptienne, avait succédé à 'Alī Māhir, un diplomate égyptien.
34. Mu'assasat al-fikr al-'arabī, *Li-nanhad bi-lughatinā: Mashrū' li-istishrāf mustaqbal al-lugha al-'arabiyya* [Notre nouveau passe par la langue arabe : projet d'observatoire de l'avenir de la langue arabe], 2012.
35. Né à Nazareth en 1956, 'Azmī Bishāra a été membre du Rakah, le parti communiste israélien, dans les années 1970. Il participa à la fondation du Rassemblement national démocratique (connu sous le nom de Balad), dont il fut le dirigeant et sous la bannière duquel il fut élu à la Knesset entre le 17 juin 1996 et le 22 avril 2007. Il se présente aujourd'hui sur sa page internet azmibishara.com comme un intellectuel et écrivain palestinien arabe, citoyen du Qatar (Citizen of the State of Qatar, Palestinian Arab writer and intellectual).
36. BISHARA, 2012 et 2013. En avril 2011, une vidéo montrant 'Azmī Bishāra en discussion avec un journaliste saoudien d'*al-Jazeera* et lui demandant de mettre l'accent sur les crimes du régime syrien a été mise en ligne sur *YouTube* pour dénoncer son inféodation au régime de Qatar. Voir EL OIFI, 2011.
37. KHATIB, 2014, p. 12.
38. *Al-Quds al-'arabī* avait été fondé par le célèbre journaliste palestinien 'Abd al-Bārī 'Aṭwān en 1989 grâce à un financement de l'Organisation de libération de la Palestine. En août 2013, il annonçait à ses lecteurs, dans son dernier éditorial, qu'il quittait le journal. La revue en ligne *Almodon* dirigé par le journaliste Sāṭir Nūr al-Dīn bénéficie aussi d'un financement qatarien.
39. Selon 'Azmī Bishāra, être partisan de l'unité arabe signifie se définir comme Arabe dans l'espace des appartenances politiques. Le nationalisme arabe n'est cependant pas une idéologie mais une appartenance culturelle plus adaptée que l'appartenance confessionnelle et tribale pour fonder l'organisation d'une société moderne dans une entité politique. La sombre réalité des États arabes révèle, selon lui, que l'identité arabe possède un plus grand pouvoir unificateur pour chaque peuple arabe dans n'importe quel État arabe que l'appartenance « provinciale » (*qutrī*), et donc plus apte à garantir son unité que le recours à l'invention d'une unité nationale sur une base confessionnelle ou tribale. Cf. BISHARA, 2009, p. 70.
40. *Tabayyun* (études culturelles, pensée et philosophie), *'Umrān* (sciences sociales et humaines), *Siyāsāt 'arabiyya* (politiques arabes), *Uṣṭūr* (études historiques). Le site du centre www.dohainstitute.org publie aussi de nombreux rapports et dossiers sur les situations arabes.
41. DEPAULE, 2009, p. 239-242.
42. Ce prix a été créé par l'Émirat de Sharja pour récompenser les efforts de personnalités ou d'organisations pour le développement, la diffusion et la promotion de la culture arabe dans le monde.
43. <http://mawred.org/fr/a-propos-de-nous/lhistoire-de-la-ressource-culturelle/>
44. En 2003, elle avait réuni au Caire le premier noyau fondateur de l'association : Adla Al Aydi (Palestine), Aliaa El Geredy (Égypte), Hanane Hajj Ali (Liban), Jacques Persekian (Palestine), Khaled Jubran (Palestine), Sami Hossam (Égypte) et Tarek Abou El Fetouh (Égypte).

45. FĀRŪQ, 2014. Pour une analyse des politiques culturelles égyptiennes à l'époque de Moubarak et des discours d'intellectuels et de prêcheurs islamiques sur l'éducation artistique des jeunes, voir WINEGAR, 2014.
46. Adla Al Aydi est une écrivaine et universitaire palestinienne, la Libanaise Zeina Arida a été directrice de la Fondation arabe pour l'image avant de prendre la direction du musée Surssock à Beyrouth en 2014, Rana Sadek, Koweïtienne d'origine palestinienne, est membre du conseil d'administration de l'association culturelle Welfare à Genève et a créé le programme artistique MinRASY Projects au Koweït. Sur le site <http://mawred.org/fr/a-propos-de-nous/lhistoire-de-la-ressource-culturelle/>, il est mentionné que Al Mawred Al Thaqafy « réussit en 2006, avec le soutien d'Al mujtama' Al Maftouh [La Société Ouverte], à fonder le Fonds Arabe pour la Culture et les Arts qui devint ensuite une organisation indépendante qui ne dépend ni administrativement ni financièrement de la Ressource Culturelle ».
47. Un de ses équivalents non arabes mais exerçant dans le monde arabe serait la section Freedom of Expression de la Fondation Ford qui soutient différents espaces artistiques dont l'Arab Fund for Arab Culture, qui a reçu une subvention de 200 000 dollars en 2014, tandis qu'Al Mawrid Al Thaqafy bénéficiait d'une aide de 510 000 dollars en 2015.
48. Entretien avec Oussama Rifahi, Beyrouth, 16 mai 2013.
49. Entretien avec Ghassan Salamé, Paris, 10 juin 2015.
50. L'Open Society Institute, devenu en 2010 l'Open Society Foundations, a été créé en 1993 par le milliardaire américain d'origine hongroise, George Soros, pour promouvoir des « sociétés démocratiques et tolérantes dont les gouvernements seraient tenus pour responsables devant leurs citoyens ». Son activité se déploie dans de nombreux domaines, de l'enseignement universitaire aux droits de l'homme en passant par l'environnement et la culture. L'aide à des organisations non gouvernementales arabes oeuvrant dans le domaine artistique passe aussi par le renforcement des capacités d'action de personnalités issues des champs économique et/ou culturel et qui appartiennent, peu ou prou, aux élites mondialisées. Sur Soros, voir GUILHOT, 2004.
51. Selon Ghassan Salamé (entretien 15 juin 2015, Paris), 800 bourses auraient été accordées pour un montant de 25 millions de dollars durant les huit dernières années.
52. Ghassan Salamé, entretien 15 juin 2015, Paris.
53. HAUBERT, 2000.
54. KASSAB, 2010, p. 344-346.

RÉSUMÉS

Cet article traite des transformations du panarabisme à travers l'étude de plusieurs fondations culturelles panarabes en montrant comment l'érosion de sa dimension politique nationaliste s'est faite au profit d'un panarabisme culturel relayant souvent la volonté d'hégémonie des Etats, notamment ceux du Conseil de coopération du Golfe. Il montre que le panarabisme, en dépit de sa dissociation d'avec le nationalisme arabe, conserve cependant une fonction de légitimation politique, ce qui se traduit par une montée des rivalités et une surenchère d'investissements dans les domaines de la culture, de l'éducation et de la science, moins peut-être au niveau des politiques publiques que dans celui de la diplomatie culturelle. L'étude questionne aussi l'émergence, au niveau régional, d'organisations non gouvernementales visant à promouvoir de

nouvelles formes d'expression artistique et véhiculant de nouvelles conceptions du panarabisme culturel.

This article deals with the transformations of pan-Arabism by studying several pan-Arab cultural foundations. It shows how the decline of Arab nationalism has benefited a cultural pan-Arabism, often a relay for the hegemonic ambitions of certain states, particularly those from the Gulf Cooperation Council. Yet despite its current dissociation with Arab nationalism, pan-Arabism retains its political legitimation function, which is reflected in their increased rivalries and one-upmanship when investing in the fields of culture, education, and science, possibly less so when it comes to public policy and to cultural diplomacy. Furthermore, this study also questions the rise, at the regional level, of non-governmental organizations, which aim to promote new forms of artistic expression and convey new conceptions of cultural pan-Arabism.

INDEX

Index chronologique : XXe siècle, XXIe siècle

Keywords : Arab nationalism, pan-Arabism, cultural foundation, cultural diplomacy, Arab world

Mots-clés : nationalisme arabe, panarabisme, fondation culturelle, diplomatie culturelle, monde arabe